



EMBARGO AU PRONONCÉ

Discours de M. Le Président de la République

CNES

Kourou – Lundi 11 Février 2008

Mesdames et Messieurs les Ministres,
Monsieur le Commissaire européen, Cher Jacques Barrot,
Mesdames et Messieurs les représentants de l'Agence Spatiale Européenne (ESA), du CNES et de l'industrie spatiale européenne,
Mesdames et Messieurs les élus,
Mesdames et Messieurs,

Je voudrais commencer par vous remercier, pour un grand nombre d'entre vous, d'avoir traversé un océan et un tropique pour venir aujourd'hui au centre Jupiter. En mars 1964, le Général de Gaulle avait déjà fait le voyage de Guyane pour venir poser les bases de l'aventure spatiale française puis européenne. C'est ici, à Kourou, qu'il a choisi de fonder l'accès de la France à l'espace. C'était un acte politique, c'était l'affirmation de la vocation de la France à participer à une grande aventure humaine et l'affirmation de sa compétence industrielle et scientifique.

Grâce au travail constant des institutions fondées à cette époque, à commencer par le CNES, ce grand pari a réussi. Non seulement la France est un acteur déterminant de l'espace, mais l'Europe entière s'est unie progressivement autour de ce projet pour faire de l'accès à l'espace une exceptionnelle réussite collective.

Il y avait aussi dans les motivations d'origine de la conquête spatiale, pourquoi l'oublier, la volonté d'affirmer la suprématie d'une organisation économique et politique sur une autre. L'espace est encore aujourd'hui pour de nombreux pays une affaire de rang et de statut. La capacité autonome d'accès à l'espace est le signe d'une capacité à structurer des programmes et des technologies très complexes, donc la marque d'une puissance industrielle et technologique.

Mais je crois que quarante ans après nous avons dépassé la logique héritée de la Guerre froide. Le maintien d'un effort budgétaire et industriel aussi considérable ne peut se justifier des décennies durant par le seul souci de prestige ou de démonstration de force.

Il est bien sûr essentiel, je dirais même vital, pour la France et l'Europe de conserver quoi qu'il arrive et en toutes circonstances un accès autonome à l'espace. Il en va de notre indépendance stratégique. Mais si l'effort continue et doit continuer, c'est que l'espace est aussi devenu essentiel à la science et à la vie sur Terre. Et la marque distinctive de l'Europe dans l'espace est précisément d'avoir construit son outil spatial autour de son utilité pour l'homme et de ses retombées concrètes. John Fitzgerald Kennedy faisait le vœu d'emplir l'espace d'instruments de connaissance et de compréhension, plutôt que d'armes de destruction massive. Ce vœu, l'Europe l'a réalisé. Elle incarne une conception pacifique, coopérative d'un espace mis au service de la Terre. Elle vient de le démontrer avec le laboratoire spatial Columbus, fruit de la technologie des états européens, lancé il y a quelques jours par la navette Atlantis. Je salue Léopold EYHARTS, le spationaute français qui est à bord de la station pour y arrimer Columbus, ainsi que son collègue allemand, qui nous survolent en ce moment même et prennent pour la science des risques que nous ne devons jamais oublier.



L'espace est devenu en quelques années discrètement indispensable à la vie moderne. Indispensable à l'acheminement des communications et à la diffusion de la télévision. Indispensable au désenclavement et à l'aménagement du territoire, pour toutes les zones isolées du globe où il est la seule source d'information et un lien vital avec le reste de la planète. Indispensable à la prévision météorologique, donc à la prévention des catastrophes, donc à la production agricole, enjeu vital parmi tous. En dix ans, le temps d'alerte sur les cyclones est ainsi passé de 24 heures à 48 heures. Indispensable, l'espace, à la compréhension du climat et à une lutte raisonnée et efficace contre le changement climatique. Indispensable au positionnement des navires, utile à celui des automobiles et bientôt au guidage des avions grâce à Galileo.

Il ne faut pas l'oublier, l'espace est aussi un outil de renseignement incontournable dans la lutte contre le terrorisme, la prolifération et plus généralement dans l'instauration d'un ordre international, car nul déploiement de forces, nulle opération significative, nul test nucléaire ou tir de missile balistique, ne peut échapper à l'observation spatiale. Il est donc un instrument de défense de la sécurité internationale.

C'est de l'observation de l'espace que nous tirerons peut-être les solutions que l'humanité attend pour sortir de son impasse énergétique. C'est surtout l'espace que l'humanité questionne sur la place qu'elle y occupe, sur ses origines et sur son devenir. C'est là qu'elle cherche la confirmation ou l'infirmité de sa solitude dans l'univers, de sa position unique qui fonde tant de ses convictions religieuses et philosophiques. De toutes les quêtes de savoir qui animent la science, l'exploration de l'espace est la plus difficile et la plus fondamentale, et nul peuple ou nation capable d'y concourir ne doit s'y soustraire. D'une certaine façon, ce qui se joue désormais dans l'espace, c'est la poursuite de l'aventure humaine qui a pris naissance il y a 4 petits millions d'années, c'est-à-dire hier à l'échelle de la chronologie de l'univers. Chaque progrès dans la connaissance et la conquête spatiales est une affirmation de dignité pour l'humanité tout entière.

Dans tous ces domaines, la France et l'Europe sont présents et apportent une contribution majeure à l'effort mondial.

Ariane 5 assure 70 % des lancements commerciaux dans le monde.

Dans les satellites, c'est un système européen qui permet de mesurer le niveau des océans. C'est un système européen d'observation infra-rouge qui permet enfin de fiabiliser les prévisions météorologiques à moyen terme, un des plus grands défis scientifiques qui soit. C'est le satellite européen COROT qui a été le premier à détecter depuis l'espace des planètes hors du système solaire.

Les nouveaux satellites de communication en préparation sur de nouvelles fréquences permettront d'apporter l'internet à haut débit aux zones isolées, aux territoires insulaires, et j'espère un jour aux savanes et aux déserts dont le développement passe par l'accès aux nouvelles technologies.

Cette activité spatiale nourrit une activité industrielle et technologique stratégique pour l'Europe : un chiffre d'affaire de 5 milliards d'euros, 30 000 emplois en Europe, dont 40 % sont en France. Les technologies spatiales se diffusent progressivement dans les activités terrestres et nourrissent l'innovation dans tous les secteurs.

Il n'est donc pas question, je le dis pour la France, et je le propose à nos partenaires européens, de réduire nos efforts ou nos ambitions dans le domaine de l'espace. Si j'ai voulu dès la première année de mon mandat venir à Kourou et m'exprimer sur la politique spatiale française et européenne, c'est que je souhaite que nous ayons une stratégie spatiale raisonnée et cohérente, réaliste au regard de nos moyens, mais respectueuse de notre ambition, de notre histoire, et de notre avenir.



2008 est une année charnière pour la politique spatiale en Europe. Les États membres de l'Agence spatiale européenne se réuniront à l'automne au niveau ministériel. Les choix de programmes et les décisions de cette conférence ministérielle seront structurants pour les années à venir. Il conviendra donc de préparer cette échéance avec l'ambition d'avancer et la détermination de changer.

Parallèlement, les 27 États membres ratifieront je l'espère le Traité de Lisbonne, qui fonde les institutions de l'Union européenne sur de nouvelles bases. Ce Traité, que le Parlement français a lui-même ratifié il y a quatre jours, fait de l'espace une compétence partagée entre l'Union européenne et les États membres. Nous devons donc maintenant nous appuyer sur la résolution relative à la politique spatiale européenne adoptée en 2007 grâce à l'impulsion décisive de la présidence allemande, pour préciser sérieusement entre Européens la forme et la mission que nous souhaitons donner à la politique spatiale européenne.

La France portera de surcroît avec la présidence de l'Union européenne au deuxième semestre 2008 une responsabilité particulière, responsabilité encore accentuée par sa place à part dans le monde spatial européen. Elle ne devra pas fuir cette responsabilité mais l'assumer pleinement. Chère Valérie PECRESSE, je veux que le 31 décembre 2008 on puisse se retourner sur le bilan de la présidence française et constater que l'Union européenne aura semé les graines d'une politique communautaire forte et visible aux yeux des citoyens. Je voudrais vous livrer aujourd'hui ma contribution à ce débat.

Pour commencer, je crois que l'Union européenne doit continuer à s'affirmer comme une puissance spatiale à part entière. L'Union européenne doit le faire parce qu'elle peut mener dans l'espace des projets utiles à l'ensemble des Européens et inaccessibles à des budgets nationaux isolés. Je vois quatre grands programmes qui peuvent structurer la politique spatiale de l'Union européenne : le géopositionnement, l'observation de la terre, le changement climatique et la surveillance de l'espace.

Je commencerai par Galileo. Ce programme a connu des difficultés lourdes liées à son organisation passée et aux choix contradictoires d'une Europe qui n'osait pas s'affirmer. Je salue les efforts couronnés de succès de Jacques BARROT, commissaire européen aux Transports, qui a su trouver à ce projet un financement et surtout une gouvernance efficace, qui tire les bénéfices de la mise en concurrence sans déstabiliser l'organisation industrielle.

Ce qui a déjà été fait sur Galileo est exemplaire. D'abord, Galileo montre que l'Union européenne peut structurer le pilotage d'un projet de ce calibre. Surtout, Galileo est un véritable projet européen, concret, qui va apporter des services exceptionnels à tous les Européens et au monde entier, avec un positionnement d'une précision et d'une fiabilité sans égale. La navigation aérienne, la conduite automobile, toutes les applications mettant des vies en jeu pourront enfin utiliser un système de navigation car sa fiabilité sera certifiable à 100 %. L'Union européenne doit réussir Galileo, avec l'aide de l'ESA, car c'est le fondement de sa légitimité spatiale qui est en jeu.

Je citerai aussi le projet GMES qui permettra de convertir en services nouveaux toutes les observations spatiales dont nous disposons sur la Terre, pour la protection civile, pour la prévention des risques, pour gérer notre patrimoine agricole et forestier. Je le dis à Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET, à la Commission européenne à travers Jacques BARROT et aux représentants de l'ESA, ce programme GMES, dont on parle depuis 2001, doit entrer en 2008 dans le concret et l'opérationnel. Il doit avoir un financement et une organisation.

Ensuite, nous devons poser la base de nouveaux projets spatiaux européens.

Je crois d'abord essentiel de construire une initiative sur le changement climatique. L'espace est indispensable à la compréhension des mécanismes qui déterminent le changement climatique : il est un outil incontournable au service de notre stratégie d'adaptation à ces bouleversements. Et à l'heure où



le monde va s'imposer des règles collectives fortes et coûteuses, l'espace aidera la communauté internationale à s'assurer que les actions prises sont efficaces et bien suivies.

Je souhaite enfin soumettre à la réflexion de nos partenaires européens la question de la surveillance de l'espace. L'accumulation des débris divers, l'abondance toujours plus grande d'engins spatiaux rend indispensable une bonne connaissance de l'environnement spatial de la Terre. Les actions de certains pays qui ont procédé à des tirs pour détruire leurs propres satellites n'ont fait qu'aggraver la situation et renforcer ce besoin. Il en va, je pense à Léopold EYHARTS, de la sécurité des astronautes. Il en va du bon fonctionnement de nos systèmes satellitaires et de tout ce qui en dépend pour nos armées, notre économie et notre vie quotidienne.

Il faut donc que l'Europe se dote d'une capacité autonome de veille spatiale, comme l'a proposé l'ESA, et développe donc un programme de surveillance de l'espace, pour répondre au besoin impératif de renforcer la sécurité des activités dans l'espace. Nous devons fonder notre action sur trois principes :

- la liberté d'accès à l'espace pour des utilisations pacifiques ;
- la préservation de la sécurité et de l'intégrité des satellites en orbite ;
- le respect du droit à la légitime défense des Etats.

Il faut se mettre à trouver des solutions internationales pragmatiques pour répondre à ce problème concret. Pour promouvoir la sécurité des activités spatiales, nous devons passer par des mesures volontaires de confiance et de transparence, acceptables par le plus grand nombre possible d'états. Je compte sur Bernard KOUCHNER pour que l'Union européenne en prenne l'initiative pendant la présidence française.

Je proposerai à nos partenaires de discuter des programmes que je viens de citer avec l'ambition d'effectuer des avancées visibles et rapides lors de la présidence française. Je suggère qu'à cette occasion l'Union européenne et la Commission adaptent leur organisation interne pour traiter avec plus de cohérence et d'efficacité cette nouvelle compétence spatiale.

La montée en puissance de l'Union européenne pose la question de la place et de l'action de l'Agence spatiale européenne. Il n'est en aucun cas question que l'Union se substitue à l'ESA, qui n'a au demeurant pas les mêmes Etats membres, et encore moins qu'elle duplique son rôle ; les budgets spatiaux ne nous autorisent pas ce luxe.

L'Agence spatiale européenne détient des compétences qui en font, comme dans l'organisation adoptée pour Galileo, le maître d'œuvre naturel des programmes que décidera et financera l'Union européenne. L'Agence continuera aussi à conserver les particularités qui font sa force, en particulier la souplesse de son organisation intergouvernementale. Mais si l'Agence spatiale européenne veut continuer à jouer le rôle essentiel qui a été le sien jusqu'à présent, elle devra évoluer dans ses modes de fonctionnement, pour être plus opérationnelle dans ses prises de décision, et donner une plus grande part à la mise en concurrence dans la mise en œuvre des programmes. C'est une nécessité vitale à l'heure où l'ESA songe, à juste titre, à accueillir de nouveaux membres.

Je souhaite aussi que nous redéfinissions le rôle et la position de ce centre spatial où nous nous trouvons aujourd'hui. La Guyane est une région ultra-périphérique de l'Union européenne, et Kourou réussit la prouesse d'être à la fois en Europe et à 5° de l'équateur. Cette position unique, qui procure d'énormes gains d'énergie et de capacité d'emport, est un atout exceptionnel et permanent pour l'Europe spatiale. La France est fière de pouvoir offrir cette possibilité à ses partenaires et souhaite les sécuriser entièrement sur la disponibilité de cette infrastructure vitale. C'est pour cela que je souhaite que le Centre Spatial Guyanais soit véritablement le port spatial de l'Europe. La France l'a déjà mis à la disposition de l'ESA, mais je fais aujourd'hui la proposition à nos partenaires et à la Commission européenne représentée par Jacques BARROT, que le Centre Spatial Guyanais devienne à terme une



véritable infrastructure de l'Union européenne, outil indissociable d'une politique européenne d'accès indépendant à l'espace.

Je terminerai par les choix nationaux français et les programmes intergouvernementaux auxquels s'associe la France. Il y a trois grands domaines qui appellent autant de choix lourds : le programme scientifique, les lanceurs et l'effort spatial militaire.

Je ne remets pas en cause les grandes forces de nos programmes scientifiques, l'observation de l'espace, la cosmologie, la recherche et l'étude des planètes d'autres systèmes solaires. Ce sont des domaines d'excellence de la France où elle doit poursuivre son effort.

La question fondamentale qui se pose à la France et à ses partenaires européens est celle de l'exploration spatiale. Les Etats-Unis ont défini une politique ambitieuse visant à aller sur Mars, en commençant par la Lune, qui nous place devant un choix.

C'est le plus difficile et le plus déterminant pour notre ambition spatiale. Je crois que nous ne pouvons pas contester la volonté de repousser notre présence dans l'univers jusqu'aux frontières que tracent notre maîtrise technologique et le courage des pionniers. Lorsqu'on demandait à l'alpiniste George Mallory pourquoi il voulait gravir l'Everest, il répondait « parce qu'il est là ». Parce que Mars est là et que Mars est accessible aux technologies dont dispose aujourd'hui l'humanité, nous ne pouvons refuser de tenter cette aventure.

Mais, sans être astronome, j'imagine que la Terre, vue de Mars, ne doit être guère plus grosse que Mars, vue de la Terre. Pour ceux qui verront la Terre de cette distance, les rivalités nationales et les concours de prestige apparaîtront tout simplement dérisoires.

Je veux donc être parfaitement clair : j'ai la conviction qu'un programme d'exploration ne peut être que mondial, sans exclusivité ni appropriation par l'une ou l'autre des nations. Chacun pourra y prendre sa part avec ses capacités, ses atouts et ses choix privilégiés.

Dans l'exploration robotique, le transport de matériel, les technologies spatiales, l'Europe a des secteurs d'excellence où elle peut apporter ses talents pour le plus grand bénéfice de tous. Ces atouts ouvrent à l'Europe une place de choix dans cette vaste entreprise.

Je propose à nos partenaires de l'ESA et à l'Union européenne de réfléchir ensemble au cadre d'un dialogue avec les Etats-Unis et les autres puissances spatiales pour organiser notre effort. La réelle preuve de la maturité des nations de notre planète sera de construire ce projet d'aller sur Mars dans la confiance mutuelle et dans l'interdépendance, gage de cette confiance.

Les Etats-Unis, par leur capacité financière, par leur compétence technique et scientifique, par la volonté politique qui les anime, ont déclaré être prêts à entreprendre cette aventure. Le rôle de l'Europe n'est certainement pas d'essayer de les imiter ni de dupliquer leurs efforts. Il est encore moins d'essayer de faire toute seule en 2010 ce qu'ils ont déjà fait dans les années 1960. Il est de leur proposer d'élaborer un partenariat responsable, tirant parti des forces de chacun, pour bâtir ensemble un projet partagé. Et naturellement, d'autres puissances spatiales, si elles ont un apport technique et financier réel et une vraie volonté de coopération, pourraient rejoindre ce partenariat.

La deuxième grande question, plus immédiate, concerne les lanceurs. Ariane 5 a connu une crise terrible en 2003 dont elle est sortie grâce à la rigueur et à l'efficacité du CNES, d'Arianespace et aux efforts renouvelés de l'industrie. C'est aujourd'hui un lanceur d'une très grande fiabilité, d'une capacité d'emport commercial inégalée, au carnet de commandes rempli pour des années. Cette fiabilité d'Ariane 5 doit être notre objectif n°1. Et cet objectif passe par les investissements requis pour garantir le fonctionnement pendant la prochaine décennie du lanceur et de son infrastructure de



lancement. Cela n'interdit pas de préparer des développements ultérieurs mais la confiance de l'ensemble des pays du monde en Ariane est un bien trop précieux pour le mettre en danger de quelque manière que ce soit.

L'exceptionnelle qualité du service rendu par Ariane doit lui permettre d'équilibrer entièrement son activité commerciale, et éventuellement de permettre une réorientation partielle des moyens publics vers de nouveaux programmes, notamment satellites. Nous pourrions également, dans quelques années, en fonction des besoins et de la concurrence, évaluer la nécessité de mettre en place des évolutions du lanceur et les crédits de développement nécessaires. Nous devons aussi réussir, avec nos partenaires russes et avec l'Agence spatiale italienne, que je remercie d'être présents aujourd'hui, l'installation du lanceur Soyouz puis du lanceur Vega à Kourou. Ces nouvelles capacités permettront de couvrir depuis Kourou l'ensemble des configurations de lancement et de développer massivement l'activité du centre spatial.

Je terminerai, cher Hervé MORIN, par la question essentielle de nos capacités spatiales militaires. La nécessité de renforcer de façon substantielle l'effort spatial militaire ne fait aucun doute. Les Etats-Unis y consacrent des montants financiers 20 fois supérieurs à ceux mobilisés par l'Europe, 20 milliards d'euros contre 1 milliard d'euros. Leur objectif, clairement affiché et explicitement revendiqué, est la domination sans partage de l'espace et de ses applications militaires.

Disant cela, il ne s'agit pas bien sûr de multiplier par vingt l'effort financier consenti par l'Europe, et notamment dans une très large mesure par la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne et l'Italie. A l'heure des choix où nous nous trouvons, il s'agit de savoir si l'Europe souhaite conserver demain une autonomie stratégique dans la collecte et l'exploitation du renseignement. Veut-on vraiment dépendre progressivement des autres pour garantir la sécurité et la confidentialité de nos communications, pour superviser nos opérations militaires et pour arrêter nos positions s'agissant de la gestion de crises géopolitiques majeures ? Gardons-nous d'oublier les leçons de la crise irakienne. L'autonomie stratégique, la liberté d'action des gouvernements européens, et l'exercice de responsabilités mondiales ont un prix et requièrent un minimum d'investissements. Ce doit à l'évidence être l'un des axes forts de toute politique européenne de défense et de sécurité.

L'espace couvre, rappelons-le, des besoins absolument critiques dans le contexte stratégique actuel : l'observation et le renseignement, les télécommunications, sans compter le positionnement, la navigation et de la surveillance de l'espace, dont j'ai parlé dans le domaine civil mais qui sont tout aussi utiles voire critiques pour les utilisateurs militaires. L'intérêt particulier du domaine spatial militaire est d'ailleurs précisément que ces technologies peuvent donner lieu ultérieurement à d'immenses progrès dans le domaine civil. Je souhaite que ceci soit exploité à fond et permette en particulier la mise en place, partout où c'est opportun, de partenariats public-privé pour partager les coûts et amortir le développement des systèmes.

La France est prête à prendre ses responsabilités et à montrer l'exemple. La réflexion engagée dans le cadre du Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale a dégagé la nécessité absolue de mieux développer et structurer la composante connaissance et anticipation de notre effort de défense. L'espace est l'outil technologique clé qui permettra de réaliser cet objectif. C'est la raison pour laquelle, à côté d'un maintien au niveau actuel de notre effort spatial civil, je souhaite, Hervé, une augmentation résolue et substantielle du budget spatial militaire de la France, qui a atteint, c'est un paradoxe, un niveau historiquement bas alors que les besoins n'ont jamais été aussi grands.

J'ajouterai que ces programmes de défense doivent dans ce domaine plus encore qu'ailleurs se construire dans une logique européenne. Les besoins des grands pays européens sont les mêmes et les informations qu'ils permettent de collecter peuvent donc être aisément partagées. Le spatial militaire est donc un bon terrain de construction de l'Europe de la défense. Au-delà du programme de surveillance de l'espace dont j'ai déjà parlé, je souhaite mettre en place sans tarder le programme



MUSIS d'observation militaire qui réunira les domaines d'excellence de six grandes nations européennes. Tâchons de construire ces programmes sur le fondement de l'efficacité et du service rendu, avec pour premier horizon l'intérêt général européen. J'aurai d'ailleurs, lors de la présidence française de l'Union européenne, l'occasion de faire d'autres propositions.

Je voudrais pour conclure rappeler que tous ces projets partiront de Guyane, d'une terre difficile et courageuse, dont l'esprit d'aventure se marie bien à la conquête spatiale. Ce n'a pourtant pas toujours été évident, et je suis heureux que l'époque soit terminée où le centre spatial était une zone « extérieure à la Guyane », une entité coupée des réalités de la vie locale. Aujourd'hui, grâce aux efforts réalisés en termes de recrutements et de coopération avec les collectivités locales, je le dis devant les élus que je remercie d'être ici, les choses ont changé. Le Centre spatial fait partie de l'identité de la Guyane. L'activité du Centre dynamise l'économie guyanaise et crée de nombreux emplois directs et indirects. A cet égard, je le dis M. Anatoli PERMINOV de Roskosmos, le chantier de Soyouz démontre que l'activité spatiale peut apporter chaque jour encore plus à l'économie guyanaise. Cette dynamique doit être poursuivie et amplifiée, par exemple en recrutant plus de cadres guyanais dans les activités spatiales.

Je vous félicite enfin tous, représentants du monde de l'espace présents ici ce soir, d'avoir choisi d'œuvrer dans un secteur où règne encore l'esprit de conquête, sur la seule vraie frontière qui reste à l'homme. Vous avez cette chance de faire un métier formidable, vous le faites bien, et vous incarnez l'unité de l'Europe dans un rêve collectif. Je vous demande de garder cet esprit et de ne jamais laisser l'espace se fondre dans la routine, car il demeure le lieu d'une grande ambition pour la France et d'un grand projet pour l'Europe

Je vous remercie.